

Ça y est ! La réforme constitutionnelle a été votée !

Ça y est ! La réforme de la Constitution française est passée à une voix près !

Je me marre parce qu'il y a beaucoup de Français qui ne sont pas satisfaits! Mais c'est quoi au juste cette réforme ?? mmmm ?

Voilà ! Voici les principaux points de la réforme des institutions.

• Le président

Comme aux Etats-Unis, il ne pourra pas exercer plus de deux mandats consécutifs.

Il pourra venir s'exprimer devant le Parlement réuni en Congrès. Les élus pourront ensuite procéder à un débat sans vote, et hors de sa présence.

Concernant le fameux article 16, qui lui permet de s'attribuer des pouvoirs exceptionnels en cas de menace pour le pays, les parlementaires - 60 députés ou sénateurs - pourront saisir le Conseil constitutionnel dans les 30 jours. S'ils ne le font pas, le Conseil s'auto-saisit au bout de 60 jours d'exercice de l'article 16.

Concernant le droit de grâce, le président ne peut plus l'exercer qu'à «titre individuel», et non pour un ensemble d'infractions. Il ne préside plus le Conseil supérieur de la magistrature. Son pouvoir de nomination est encadré : une commission composée de députés et de sénateurs doit approuver les plus importantes à la majorité des 3/5. Reste à définir par la loi quelles sont ces nominations qui seront soumises à contrôle.

• Le gouvernement

Les ministres issus du Parlement retrouvent automatiquement leur siège en cas de démission ou renvoi. Aujourd'hui, celui qui occupe le siège doit démissionner, pour qu'une élec-



Photo : DR

tion législative ou sénatoriale soit ensuite reconvoquée.

• Le Premier ministre

L'utilisation de l'article 49-3 est restreinte au budget de l'Etat, de la Sécurité sociale, plus «un autre texte par session». Cet article permet au Premier ministre d'engager sa responsabilité sur un texte sans que le Parlement puisse déposer d'amendement. L'opposition dispose alors de 24h pour déposer en réponse une motion de censure, qui si elle est votée, provoque la démission du gouvernement.

• Le Parlement

Jusqu'à-là représentés uniquement pas des sénateurs, les Français de l'étranger auront également des députés. Le nombre de sénateurs passe à 348, contre 331 actuellement. La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du gouvernement.

Hormis le budget, les projets et propositions de loi examinées en séance sont celles adoptées par les commissions parlementaires, et non plus par le gouvernement. Il y aura «une séance au moins» de questions au gouvernement par semaine, même durant les séances extraordinaires.

L'Assemblée nationale et le Sénat maîtrisent chacun la moitié de l'ordre du jour, c'est-à-dire les textes qui vont être examinés. Une fois par mois, c'est l'opposition qui fixe entièrement l'ordre du jour.

Dans chaque assemblée, le nombre de commissions permanentes passe de six à huit.

En cas d'engagement des forces armées à l'étranger, le Parlement est informé dans les trois jours. Mais il ne peut pas voter sur la question avant 4 mois, où il autorise ou non la prolongation de l'opération.

Le président de l'Assemblée peut soumettre une proposition

de loi au Conseil d'Etat, qui rend un avis.

• Europe

La nouvelle adhésion d'un Etat à l'Union européenne est soumise soit à référendum, soit à approbation des 3/5e du Parlement réuni en Congrès.

• Participation des citoyens

Création d'un défenseur des droits, nommé pour 6 ans par le président de la République, qui recueille les «réclamations» des personnes s'estimant lésées par un service public. Ses pouvoirs seront définis ultérieurement par la loi. Un référendum d'initiative populaire peut être organisé par 1/5° des membres du Parlement, soutenus par 1/10° des électeurs.

Le Conseil économique et social pourra être saisi par le biais d'une pétition citoyenne. Il avise ensuite le gouvernement et le chef de l'Etat.

Tout citoyen peut saisir le Conseil constitutionnel, après que le Conseil d'Etat ou la Cour de cassation l'a jugé utile.

• Principes

Reconnaissance de l'appartenance des langues régionales au patrimoine de la Nation, égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales. Enfin, la loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation
AFP/Archives. L'Assemblée nationale, le 27 mai 2008

Si l'Algérie applique la même réforme, c'est sûr que le peuple sera ravi ! Pas comme les Français ! On se contente de peu. Ça fait rêver non ?

Maudit blues



COUP DE SOLEIL Baladiya, écoute-moi !

Bonjour baladiya

- Comment t'appelles-tu chère commune ?

- Je m'appelle baladiya pour le peuple et quand c'est par le peuple... Mais on me surnomme balad liya par les patrons.

- Qu'est-ce qui fait que tu sois si déprimée et si pauvre ?

- Je suis pauvre... Plutôt, on m'a appauvrie...

- comment ça ?

- Ils m'ont tout pris : les terrains au dinar symbole, lik les locaux sans payer d'impôts

- Qui ça ?

- C'est une vieille histoire du temps de Chadli à ce jour... Je me croyais protégée mais est venu un parti socialo machin avec ses kasmistes qui ont juré que Frank Likaine Naklouhe puis son rejeton qui dit Rana Naklou Dima et enfin quelques islamistes de service qui pratiquent religieusement Mesh Sarf li P'ka

- Ça alors !

- Ça a donné à la place de tahalouf Taalouf

- Dis-moi, est-ce que tu as déposé de l'argent chez Al Khalifa ?

- Non puisque je n'en ai pas...

- Et on t'a donné un peu

- Non plus

- Comment y faire, alors

- Eh bien, il reste quelques lopins de terre, des locaux, on efface tout et l'on recommence.

- Que restera-t-il pour les générations futures ?

- Qu'ils aillent se faire harraga pour une vie meilleure... ailleurs ! Moi, pour les projets et le bonheur communal, j'affiche complet.

- Ecoute, chère Commune, tu dois être une maison commune.

- On ne te demande pas la lune... Ne pourrais-tu pas être sociale... iste, démocratique, économique, avec des entreprises et tes arts traditionnels à protéger, avec ton histoire te faire participative pour protéger ton patrimoine, communiquer comme une belle agence, te hisser vers les TIC... ?

- Ecoute ! Tant qu'il y a le pétrole, je vivote et pas de parlote ! Tout vient d'en haut : c'est le système bureaucratique entier... Je suis à prendre et à vendre pour mon fiancé... euh mon foncier.

- Mais j'attends toujours mon amour démocratique, mon cœur citoyen... sinon rien.

- Cela viendra inch'Allah tant qu'il y a le mouvement citoyen des patriotes, des gens de gauche qui ne pensent pas uniquement à leur poche et puis tant que tu n'es pas sur la liste des privatisations, il y a de l'espoir mon amour communal ! Salut, grosses bises à ton maire.

Boukhari BBA

NOTRE SÉLECTION

Merci vénérables professeurs !

La réforme du système éducatif. Voilà une réforme vitale pour le pays puisque la réussite de toutes les autres réformes dépend de la réussite de cette réforme. Cependant, réformer un tel secteur suppose l'existence d'un très grand chantier de travail, un chantier élaboré bien sûr après des études minutieuses lesquelles études donnent un plan de travail contenant des mesures à entreprendre qui doivent être savamment agencées.

L'une des parcelles de ce gigantesque chantier de la réforme devait contenir un grand programme de formation destiné aux enseignants.

Non, Monsieur Benbouzid ! Je ne parle pas de ces cours qui ont été dispensés aux enseignants du secteur primaire et qui, d'ailleurs, n'ont servi à rien. Je parle des formations qui auraient dû être dispensées aux professeurs de l'enseignement secondaire. De plus, ces derniers se demandaient à quoi ressemblerait le nouveau programme. En effet, une autre parcelle du chantier de cet immense projet devait être la concertation des professeurs entre eux pour l'élaboration du nouveau programme.

Les professeurs et les inspecteurs ont été quasiment exclus de cette tâche ô combien importante pour mener à bien le projet. Lorsque les livres scolaires du nouveau programme sont apparus, les professeurs, notamment les professeurs de mathématiques, se sont aperçus que le contenu de ces livres était du plagiat, oui du plagiat ! Le contenu des livres scolaires «maths» est une simple traduction du livre scolaire français, très mauvaise traduction entraî-

nant d'innombrables erreurs. Il a donc été décidé de refaire ces livres mais cette fois-ci, on a fait appel aux professeurs que l'on a négligés auparavant.

Des failles et des erreurs de taille que l'on ne voit pas ou que plutôt on feint ne pas voir. On annonce des chiffres : 54% de réussite au bac et pour le nouveau programme 36% des lauréats ont eu la mention. Des chiffres, encore des chiffres ! Il est temps, grand temps d'arrêter de se mentir, il est temps de crier haut et fort que si ce projet de réforme n'a pas été un désastre, c'est bien grâce à beaucoup de professeurs qui étaient obligés d'acheter au prix fort des ouvrages venus des pays où le système éducatif n'est pas un passe-temps.

Nos professeurs se sont donnés corps et âme pour que les élèves puissent quelque peu se retrouver dans ce labyrinthe tracé par des décideurs qui claironnent des projets sans toutefois penser comment les réaliser et les réussir. Alors Monsieur le Ministre de l'Education, levez-vous et faites une grande ovation à tous ces professeurs que vous avez négligés et qui ont tout fait pour minimiser les dégâts.

B. D.

Bureaucratie, quand tu nous tiens !

Il faudrait peut-être flasher le code binaire de l'Algérie en l'informatisant : état civil, procédures administratives, Sécurité sociale, monétique, etc. Parce que et tout en gardant la tête cool, j'en ai ras le pic des extraits de... naissance alors que ma carte nationale en fait foi. La bureaucratie a besoin de papiers, ok, mais les ordinateurs ne sont pas subjectifs et beaucoup

plus accessibles que les... bureaux sauf si on ne pirate pas Onec.dz. TOP

Mohamed Reda

Mon problème avec l'ambassade d'Algérie en Argentine

Mon problème devrait être résolu auprès du protecteur des Algériens qui vivent à l'étranger, mais hélas, ce n'est pas le cas en Argentine du moins. Mon nom est L.A., née le 20/07/1980 à Médéa, Algérie, mariée avec un Argentin et j'ai le droit d'avoir ma résidence permanente en Argentine, mais le problème qui se pose dans mon cas c'est que mon passeport n'est plus valide (expiré le 02/05/2008). Je n'ai pas une pièce d'identité valide pour la présenter au service d'immigration argentin, ni à un simple contrôle policier. Je me suis rendue à l'ambassade algérienne pour présenter mon cas au consul d'Algérie, Monsieur Rabah El Badji et il m'a expliqué que l'Algérie ne peut délivrer aucun papier aux Algériens non immatriculés et pour être immatriculé, je dois avoir une résidence légale en Argentine et pour avoir cette résidence, je dois avoir une pièce d'identité valide ! Alors, je me suis retournée au service d'immigration et j'ai expliqué le problème... Ils m'ont proposé une solution : l'ambassade algérienne me délivre une note qui certifie que «l'ambassade algérienne ne peut pas délivrer de papiers aux Algériens non régularisés». Au jour suivant, je suis retournée à l'ambassade où je rencontre Monsieur le Consul qui a consulté Monsieur l'Ambassadeur Hacen Benkhalfa qui a refusé de me donner cette note. Alors, j'ai

expliqué au service d'immigration qu'ils doivent me donner une nouvelle option. Ils ont demandé un certificat de nationalité avec photo (de l'Algérie) et si ce dernier est délivré sans photo, l'ambassade algérienne doit faire une note qui certifie que le certificat de nationalité algérienne est délivré sans photo. J'ai consulté cette option avec le consul et il m'a affirmé qu'il est d'accord. Alors, j'ai fait toutes les démarches pour avoir un certificat de nationalité émis en Algérie (légalisé par le ministère de la Justice et le ministère des Affaires étrangères et le consulat d'Argentine en Algérie et quand j'ai reçu finalement ce certificat, le consul a refusé de me faire la note qu'il m'a promise. Alors, je suis allée voir le service d'immigration une fois de plus : ils m'ont proposé une nouvelle option. Ils m'ont dit que le consulat peut me certifier une photo que je suis Monsieur Lounis Abdeldjalil et que je suis de nationalité algérienne et que, avec cette photo, j'aurai ma résidence et je peux renouveler mon passeport. Mais un fois de plus, l'ambassade a refusé de me faire ce document. Aujourd'hui, je suis une citoyenne algérienne qui n'a pas d'identité et qui vit en Argentine et que l'ambassade algérienne ne veut pas aider son citoyen pour être en règle dans un pays étranger. Mais ce n'est pas ça le plus grave dans cette histoire : je crois que le plus grave, c'est qu'un pays où je ne suis qu'une épouse m'a aidée plus que mon propre pays où mes deux grands-pères ont donné leur vie contre la France, que mon père a donné sa vie lors du combat contre le terrorisme. Mais je sais au fond de moi-même que ce n'est pas mon pays qui ne veut pas m'aider, c'est plutôt une personne qui occupe un poste clé à la tête de l'ambassade algérienne en Argentine.

Une Algérienne en Argentine